

Fronde à l'OMS sur l'influence des laboratoires

Le Monde | 17.05.10 | 13h22 • Mis à jour le 17.05.10 | 13h23

La 63e Assemblée mondiale de la santé, l'instance suprême de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), devait s'ouvrir, lundi 17 mai, à Genève, sous le signe de la polémique. Déjà attaquée sur sa gestion de la pandémie grippale H1N1, l'OMS est mise en cause à propos d'un rapport qu'elle a commandé à des experts chargés de proposer des financements innovants capables de stimuler la recherche et le développement sur les "maladies négligées" – ces pathologies des pays pauvres dont les grands laboratoires pharmaceutiques se désintéressent, faute de débouchés commerciaux.

Les pays latino-américains ont annoncé qu'ils rejetteraient ce rapport, au centre d'une vive controverse. En décembre 2009, une fuite sur le site Internet Wikileaks avait démontré que la Fédération internationale des fabricants de médicaments (IFPMA) avait eu accès au projet de rapport du groupe d'experts, un document d'une centaine de pages alors confidentiel. Et qu'elle avait réussi à faire entendre son point de vue, puisque le groupe d'experts accouchait d'un "résumé analytique" d'une vingtaine de pages où la quasi-totalité des propositions déplaisant à l'industrie pharmaceutique étaient passées à la trappe.



Margaret Chan, la directrice générale de l'OMS, le 2 juillet 2009 à Caucun (Mexique).

UN TOLLÉ

Avait disparu tout ce qui remettait en cause le système de propriété intellectuelle tel qu'il est défendu par les grands laboratoires. Ces derniers soutiennent que pour financer la recherche et le développement de nouvelles molécules, processus très coûteux, seul le système de brevets empêchant leur copie pendant au moins vingt ans, et maintenant ainsi un prix élevé sur le médicament, est optimal.

Transmis au Conseil exécutif de l'OMS lors d'une réunion le 18 janvier, ce rapport de synthèse a provoqué un tollé. Nombre de participants ont refusé d'ouvrir la discussion, s'offusquant de n'avoir même pas eu le temps de prendre connaissance du rapport complet des experts, communiqué seulement deux jours auparavant et uniquement en langue anglaise.

Trois jours plus tôt, les 34 membres du Conseil exécutif avaient reçu un courriel alarmant de la sénatrice colombienne Cecilia Lopez Montano, une des 24 experts du groupe de travail. Elle déclarait avoir été utilisée, comme la majorité des experts, pour légitimer un processus ayant sciemment mis de côté toute remise en cause de la propriété intellectuelle.

FRONDE ORGANISÉE

Margaret Chan, la directrice générale de l'OMS, annonçait l'ouverture d'une enquête interne sur les circonstances de la fuite. Le Monde a appris que les membres du groupe d'experts n'avaient pas été invités à signer une déclaration de conflits d'intérêts. Certains observateurs remarquent que l'Australienne Mary Moran, qui a joué un rôle clé au sein du groupe d'experts, travaille pour le George Institute, un établissement largement financé par les fabricants pharmaceutiques et la fondation Bill & Melinda Gates.

Depuis, la tension n'a cessé de monter. Jeudi 13 mai, une réunion préparatoire informelle entre Etats-membres de l'OMS s'est tenue à Genève. Selon nos informations, les discussions ont été menées en présence de Mme Chan et de deux membres du groupe d'experts, Mary Moran et la Pakistanaise Sania Nishtar, qui présidait le groupe. Prises à partie par des représentants des pays d'Amérique latine et de l'Inde, ces dernières ont dû longuement s'expliquer sur les insuffisances de leur rapport et les critères de sélection des propositions.

La direction de l'OMS fait face à une fronde organisée. En effet, les ministres de la santé de l'Unasur, l'organisation intergouvernementale politique et économique de l'Amérique du Sud, ont adopté, lors de la dernière semaine d'avril, une résolution dans laquelle ils constatent la "non-exécution" du mandat donné au groupe d'experts par l'OMS.

Ils reprochent au groupe de n'avoir pas respecté la méthode d'analyse recommandée par l'Assemblée mondiale de la santé, d'avoir rejeté sans justification certaines propositions faites au sein du groupe et de "ne pas avoir abordé le découplage entre les coûts de recherche et développement et les prix des produits de santé".

LES GRANDS MOYENS POUR UNE ENQUÊTE

Les onze pays sud-américains signataires réclament "la création d'un groupe intergouvernemental pour avancer dans la mise au point de mécanismes financiers innovants et durables pour la recherche et le développement". La plupart des pays occidentaux y sont peu favorables, souhaitant cependant que le travail du groupe d'experts soit complété et approfondi.

De son côté, lors de la réunion préparatoire du 13 mai, Mme Chan a annoncé que la fuite vers l'industrie pharmaceutique ne venait pas d'un employé de l'OMS. Paradoxalement, l'agence onusienne a aussi déployé les grands moyens pour enquêter sur un de ses cadres, German Velasquez, alors directeur du secrétariat de l'OMS pour la santé publique, l'innovation et la propriété intellectuelle au sein du cabinet de Mme Chan, que les grands laboratoires ne portent pas dans leur coeur.

Mais il s'agissait de déterminer si M. Velasquez avait oeuvré pour que les parties contestées du rapport soient connues à l'extérieur ! Son ordinateur et son téléphone mobile ont été saisis. Le fonctionnaire, qui vient de quitter l'OMS pour un autre organisme, le South Centre, n'a pas souhaité commenter l'affaire en raison d'une procédure en cours qu'il a engagée auprès du Bureau international du travail (BIT), instance compétente pour juger les conflits des fonctionnaires internationaux avec leur organisation.

Paul Benkimoun et Agathe Duparc (à Genève)

Article paru dans l'édition du 18.05.10